Cahier de doléances du Tiers État de Morville-en-Beauce (Loiret)

Cahier des plaintes et doléances de la paroisse de Morville¹.

1° Cette paroisse est composée d'environ 1900 arpents de terres labourables, distinguée en deux territoires, savoir :

Morville, chef-lieu, et Barberonville, hameau qui en dépend, éloigné du chef-lieu d'une demi-lieue ; qu'il ne faut pas considérer ledit territoire de Morville et dépendances comme un des meilleurs de la Beauce orléanaise, pour la distinguer de la Beauce, vulgairement appelée la Beauce orléanaise, pour la distinguer de la Beauce chartraine ; qu'à la vérité, il peut avoir un peu de supériorité si on le compare avec certains terroirs qui le bornent et l'environnent, mais que, pour dire l'exacte vérité, selon l'estimation commune du pays, il peut être partagé en trois sortes de qualités de terre, savoir : un tiers de bonne, un tiers de passable, et l'autre tiers, qui à peine, communément parlant, récompense le cultivateur de ses peines et soins.

2° Le hameau de Barberonville, composé de 804 arpents de terres labourables et 24 arpents de bois et deux colombiers à pied, distingué en trois fermes, dont deux appartiennent en propre à M^{me} la comtesse de La Tour du Pin, et l'autre aux héritiers Ponchevron, sans être chargé d'aucune redevance annuelle ni de dîme, ni de champart, mais seulement d'une modique redevance de vingt mines de blé due annuellement à la cure de Morville pour lui tenir lieu de dîme ; encore a-t-il fallu un arrêt en Parlement pour y contraindre les prédécesseurs de M^{me} la Comtesse.

Au contraire, le territoire de Morville, outre le droit de dîme et champart, est encore chargé d'une infinité de rentes, savoir : envers M^{me} la Comtesse, la quantité de quatre-vingt-dix mines de blé, mesure de Pithiviers, et autant d'avoine, sans qu'il paraisse qu'elle supporte aucune imposition pour cet objet, ce qui n'est pas juste ; et encore envers le chapitre de Saint-Nicolas de Maintenon, une rente de cent deux mines de blé, même mesure de Pithiviers, et cinquante-quatre mines d'avoine ; et envers l'hôtel-Dieu de Pithiviers, quarante-quatre mines de blé et autant d'avoine, et en outre, à Bezonville, un colombier à pied.

3° Un si petit territoire, si chargé de rentes qu'à peine, dans les années malheureuses comme la dernière 1788, plus des deux tiers desdits habitants peuvent à peine subsister et frayer aux dépenses nécessaires et indispensables, tant pour les façons de labour et autres travaux des terres que pour l'entier acquittement des rentes dues par lesdits particuliers aux différents seigneurs, paie (ce qui paraîtra sans doute inconcevable à tous esprits justes et raisonnables) plus de 6000 livres de tailles assez mal réparties tant sur les terres que sur les maisons, même des simples locataires, ce qui est contre toute justice. Le rôle des tailles de ladite paroisse prouve cette injustice jusqu'à l'évidence. Exorbitante imposition si on la compare avec le rôle des vingtièmes de la même paroisse, relativement surtout au taux des gros propriétaires. Ce n'est pas qu'elle n'ait formé des plaintes dans différents temps sur ce poids immense d'impôts, tant auxdits seigneurs intendants qu'à leurs subdélégués ; mais le temps n'était pas encore venu où le peuple opprimé pouvait parler avec confiance : placets, mémoires, représentations, tout était rejeté ; il fallait se croire heureux de supporter un joug trop lourd, trop pesant, et lesdits habitants le déclarent maintenant, que si leur bon père Louis XVI ne leur permettait de se plaindre librement, écrasés, ils aimeraient mieux plier que de réitérer des plaintes presque toujours rejetées et non rarement suivies de menaces.

4° Outre ces taxes exorbitantes, ces rentes, ces charges annuelles, on leur prend encore le quart du principal de la taille pour des chemins qui leur seront toujours étrangers ; cette corvée, ces répartitions d'argent où chacun s'enrichit aux dépens du public, qui n'est pas servi, s'exigent avec la plus grande dureté ; les mêmes abus subsistent, le cultivateur et le pauvre sont écrasés. Elle² seule paie plus de 700 livres pour des chemins qui ne lui seront jamais d'aucune utilité, tandis que la moitié de ladite somme consacrée pour rendre abordable Morville ferait plus de bien à eux, habitants, que cet argent, qu'on les force de verser dans

¹ Morville-en-Beauce le 5 août 1919.

² la paroisse

des mains étrangères avides de s'enrichir et de n'éclairer jamais le Souverain sur des abus qu'il réformerait avec empressement, s'ils lui étaient connus.

5° Les milices, abus trop criant et trop public pour n'être pas proscrit par la Nation !³ Tout le monde sait que les milices enrichissent qui et ôtent bien de l'argent aux campagnes. Une prestation d'argent prise sur chaque paroisse pour chaque garçon dans le cas de tirer à la milice sans aucune exemption mettrait le Prince dans le cas d'avoir de bonnes troupes toujours sur pied de troupes de milice dans des temps de nécessité. Le cœur du Français est trop porté pour son Roi pour ne pas s'empressement de voler au secours de son Prince sans y être contraint, forcé en quelque sorte, brutalisé, comme il n'arrive que trop souvent par la manière odieuse dont se tirent les milices.

6° Rien de plus criant que la manière dont se perçoivent les impôts : jamais on ne paie assez tôt ces receveurs avides ; contraintes, garnisons, c'est surtout dans les paroisses de la campagne que se commettent et s'accumulent ces excès en tous genres, et cette avidité des receveurs qui ne connaissent que les contraintes et les frais contre les paysans qui ignorent les lois, et pour quelles raisons ! Le Prince en est-il plutôt payé ? Erreur ! Il est notoire, et ce n'est pas une chose cachée que tel receveur qui entre dans une recette, n'ayant rien, devient en peu d'années un grand seigneur, parce que, après avoir sucé avec dureté, au nom du Souverain qui n'en sait rien, le sang du laboureur et de l'artisan, il prête à très gros intérêt un argent qui ne lui appartient pas, puisqu'il est au Roi, et que le Souverain le paie de ses peines.

7° Lesdits habitants n'ont point à se plaindre de leurs seigneurs, du côté surtout du droit de la chasse, les seigneurs étant ecclésiastiques et ne les vexant point sur cet objet, quant au fief de Barberonville, qui s'étend sur Bezonville, paroisse et terrain de Morville, ses droits sont trop bornés et trop mêlés avec ceux des autres seigneurs pour que leurs droits de chasse puissent jamais leur faire beaucoup de tort.

Quant à l'amélioration de la cure dudit Morville, lesdits habitants s'en rapportent à la décision des États généraux, déclarant lesdits habitants qu'ils ne voient aucun moyen pris dans la paroisse de rendre le sort dudit curé plus avantageux, au désir de la Nation, que de le faire rentrer dans la dîme en nature du hameau de Barberonville, dont aucun acte légal n'a prouvé qu'il n'y eût droit.

8° Pour obvier à bien des inconvénients, on pourrait établir dans chaque paroisse de la campagne une administration municipale composée du syndic, des marguilliers et des deux notables pour veiller sur la police, répartir les impositions conjointement avec les collecteurs de chaque année, et pour dresser des procès-verbaux des contraventions et autres malversations qui pourraient arriver dans lesdites paroisses, en avertir les juges des lieux pour y remédier le plus promptement et à moins de frais possible.

Enfin, lesdits habitants estiment qu'en simplifiant la manière dont se perçoivent les impôts, en réformant cette multitude innombrable de commis, de traitants, gens inutiles et avides d'argent, presque toujours au mépris des lois de l'honneur et de l'équité, surtout dans les paroisses de la campagne, où, sous prétexte de fraude, de contravention à des lois ignorées, inconnues, ils commettent toutes les injustices que leur dicte l'esprit de cupidité qui les conduit ; en supprimant tout ce qui a rapport aux aides et aux gabelles, laissant le commerce libre, rendant le sel et le tabac marchands, et en établissant un impôt sur chaque propriété, obligeant les gros propriétaires à payer au Roi selon l'étendue de leurs revenus annuels, lois qu'ils ne peuvent trouver injustes tant qu'ils seront raisonnables ; en réformant les abus énormes et criants de tous les tribunaux de justice, détruisant avec prudence et composant avec sagesse, ne composant les nouveaux tribunaux que de sujets connus par leur probité, leurs mœurs et leur religion, soit qu'ils soient nouvellement choisis au mépris des anciens, si ceux-ci se sont rendus prévaricateurs et par là une si noble fonction⁴ que celle de rendre la justice, soit qu'ils soient pris dans le nombre des anciens qui peuvent mériter les égards, renvoyant impitoyablement ce tas d'officiers subalternes comme procureurs, huissiers, êtres superflus qui n'entourent les tribunaux que pour tromper les juges, multiplier les frais et s'enrichir aux dépens de la veuve et de l'orphelin, et consacrer par une ordonnance sage, raisonnée et méditée dans l'esprit de sagesse et de religion les justes et bornés honoraires de chaque défenseur de parties avec injonction sous les peines les plus grieves de terminer tous les différends dans le moins de temps possible, pareille injonction aux juges de rendre compte au Souverain à sa première réquisition de la manière dont ils s'acquittent de leurs devoirs, méritent sa confiance et celle du public dont on ne se moque jamais⁵ un pareil règlement, une loi si sage, si elle peut subsister, éternisera à jamais la respectable assemblée qui a de si grandes choses à traiter, couronnera de lauriers immortels le prince qui mettra le dernier sceau de son autorité, ramènera le calme dans les esprits et l'heureuse abondance de nos pères, essuyera les larmes de tant d'infortunées victimes

³ dans le texte.

⁴ et par là souillant une si noble fonction.

⁵ dont on ne doit jamais se moquer.

de mille vexations de toutes espèces, et surtout de ces milliers de clients pauvres persécutés par des puissants ou chicaneurs de mauvaise foi qui les écrasent, et pourquoi ?

Thémis est aveugle parce qu'elle ne voit pas d'or, qu'elle en voit plus d'un côté que de l'autre, ajouté à plus de crédit et de protection. Enfin, après une pareille loi, le cultivateur et l'artisan, le pauvre et le riche, béniront, chériront le Prince qui aura eu le courage d'anéantir tous les abus, de mettre tout dans l'ordre et de faire revivre la justice, les lois et la religion. Que cela arrive le plus tôt possible !

Fait et arrêté à l'assemblée desdits habitants, pour copie desdites plaintes, doléances, et autres moyens proposés de subvenir aux besoins de l'État et de parvenir à la réformation entière de tous les abus des différents chefs d'administration, être remise entre les mains des sieurs Étienne Hautefeuille et François Hautefeuille, tous deux laboureurs, députés choisis par lesdits habitants pour les représenter à l'assemblée générale d'Orléans.

A Morville, le premier jour de mars 1789, et ont signé.